

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 10173**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion Mention : Contentieux Domaine : Droit, économie, gestion

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION

Ministère chargé de l'enseignement supérieur,
Université Paris 13

QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION

Recteur de l'académie de Créteil, Président de
l'Université Paris XIII

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Les emplois

Négocier des contrats

Préparer et assister la négociation de contrats

Rédiger des clauses contractuelles (contrat particulier ou modèle de contrat), des contrats ou des actes unilatéraux (contrats de vente, de mandat, donation, ...)

Rédiger des lettres dans un cadre contentieux (lettre de réclamation)

Conseiller en vue d'un contentieux (option entre les modes alternatifs de règlement des conflits et le contentieux traditionnel)

Conseiller juridiquement en cas de contentieux ouvert (stratégie contentieuse)

Gérer un service juridique d'entreprise

Les domaines d'intervention

Banques et établissements de crédit

Cabinet d'avocats ou d'avoués

Collectivités locales et territoriales

Compagnies ou mutuelles d'assurance

Études de notaires ou d'huissiers

Magistrature

Service juridique de grandes ou moyennes entreprises

Services juridiques des établissements publics et personnes morales de droit public

Services juridiques des ONG

Niveau de responsabilité

Cadre et cadre supérieur

Professionnel indépendant

Fonctionnaires catégorie A et A+

Situations professionnelles caractéristiques

Les diplômés du Master Contentieux de Paris XIII, outre une parfaite connaissance du droit positif en matière de contentieux, sous ces différentes facettes (contentieux privé et administratif, français et européen (CEDH et communautaire), familial et économique, civil et pénal) sont à même de faire des recherches approfondies en vue d'une application immédiate pour prendre les décisions adéquates, de prendre du recul, d'avoir une vision générale des solutions (judiciaires ou non) offertes par le droit, ainsi que de suggérer en conséquence des solutions innovantes.

Positionnement

Certains des métiers liés au contentieux (avocats, juristes d'entreprise, service contentieux de banques) auxquels sont préparés les étudiants du Master Contentieux nécessitent d'avoir un très bon relationnel avec les partenaires ou la clientèle, de disposer de faculté d'écoute et de compréhension de ce que souhaite les interlocuteurs (choix stratégiques au seuil et au cours du procès). Ils demandent de bonne qualité de rédaction.

D'autres métiers (juristes d'entreprise) liés au contentieux nécessitent de faire preuve de polyvalence et de faculté d'adaptation pour pouvoir faire face aux différents types de contentieux soulevés par les activités de l'entreprise.

Enfin, tous les métiers liés au contentieux nécessitent une mise à jour permanente des connaissances acquises et une grande attention au respect des délais et formalités requis pour mener à bien les actions engagées.

La formation des étudiants du Master Contentieux, assurée en collaboration avec des universitaires et des praticiens diversifiés (avocats de différentes spécialités, huissiers, notaires, négociateurs d'entreprise, médiateurs, conciliateurs, magistrats du siège et du Parquet, juristes d'entreprise ou d'ONG...), a pour objectif de donner aux étudiants une maîtrise opérationnelle des différents métiers liés au contentieux. Les étudiants sont donc tout au long de la formation confrontés à des situations pratiques et doivent se montrer inventifs et réactifs ; leurs compétences sont évaluées sous cet angle.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Banques et établissements de crédit

Cabinet d'avocats ou d'avoués

Collectivités locales et territoriales
Compagnies ou mutuelles d'assurance
Études de notaires ou d'huissiers
Magistrature
Service juridique de grandes ou moyennes entreprises
Services juridiques des établissements publics et personnes morales de droit public
Services juridiques des ONG
Administrateur/administratrice judiciaire
Attaché/attache de direction (banque)
Audit juridique
Avocat
Chef de service juridique
Chef des services administratifs
Conseil juridique
Conseiller juridique et fiscal/conseillère juridique et fiscale
Conseiller immobilier
Directeur administratif/directrice administrative
Directeur/directrice juridique
Directeur/directrice des services administratifs
Juge
Juriste civil(e)
Juriste commercial(e)
Juriste consultant(e)
Juriste d'affaires
Juriste d'entreprise
Juriste d'assurances
Juriste immobilier
Magistrat/magistrate
Mandataire liquidateur/mandataire liquidatrice
Négociateur en immobilier d'entreprises
Négociateur immobilier
Rédacteur polyvalent/rédactrice polyvalente
Responsable administratif
Responsable des services généraux et administratifs
Responsable de service contentieux et de recouvrement
Responsable de service juridique
Responsable juridique

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

M1205 : Direction administrative et financière

Réglementation d'activités :

Réglementations en vigueur pour certaines professions accessibles à partir du diplôme obtenu (Avocat, notaire, huissier, magistrat...).

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Première année de Master

Semestre 1

UE 1

Régimes matrimoniaux

Droit des sûretés

UE 2

Droit international privé 1

Procédure pénale

Droit des sûretés

UE 3

Contentieux fiscal

Voies d'exécution

Procédure pénale

UE 4

Anglais juridique

Au choix :

Droit européen des affaires

Droit international des affaires

Droit pénal des affaires
Droit social international et européen
UE 5
Toute matière du 1er semestre des Masters de l'UFR
Semestre 2
UE 6
Successions et libéralités
Préventions et traitement des difficultés des entreprises
UE 7
Droit international privé 2
Procédure civile
Prévention et traitement des difficultés des entreprises
UE 8
Contentieux communautaire
Droit pénal économique
Procédure civile
UE 9
Anglais de spécialité
Au choix
Droit immobilier
Propriété littéraire et artistique
Droit boursier
UE 10
Toute matière du 2ème semestre des Masters de l'UFR

Deuxième année de Master

Semestre 3
UE 11
Droit du procès équitable
Sociologie judiciaire
UE 12
Techniques de rédaction d'actes
Modes alternatifs de règlement des litiges
UE 13
Contentieux administratif approfondi
Contentieux des entreprises en difficultés approfondi
UE 14 (1 matière au choix)
1) Procédures répressives approfondies
2) Contentieux fiscal approfondi
3) Contentieux communautaire et contentieux européen des droits de l'homme
UE 15 (UE transversale)
Anglais appliqué au contentieux
Des conférences d'actualité sont également organisées
Semestre 4
UE 16
Stratégie contentieuse
Voies d'exécution
UE 17
1) Devoirs et responsabilités des gens de justice
2) Stage de 2 mois minimum, avec rapport de stage et soutenance
UE 18
Compétence et office des juges des référés
UE 19 (1 matière au choix)
4) Contentieux international et arbitrage approfondi
5) Contentieux social approfondi
6) Contentieux de la personne et de la famille

Validité des composantes acquises : illimitée

Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants du Master Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2004	X	VAP admise Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
Certifications reconnues en équivalence : Dans le cadre du LMD, les unités d'enseignement capitalisables (ECTS) peuvent être prises en compte pour d'autres certifications	

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25/04/2002 relatif au master publié au JO du 27/04/2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 17/06/2009 d'habilitation n°20092187

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n°2002-590 du 24/04/2002 publié au JO du 26/04/2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://www.univ-paris13.fr/dsps>

Autres sources d'information :

Lieu(x) de certification :

Université Paris XIII, 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université Paris XIII, UFR Droit, Sciences Politiques et Sociales, 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE

Historique de la certification :